



SETTIMANALE CORSU
 SETTIMANALE CORSU
 D'INFORMAZIONE
 D'INFORMAZIONE

GRAND ANGLE

Lucien Felli fait le point

ENVIRONNEMENT

*Déchets
 en Casinca
 ...et ailleurs*



PHOTO

*D. Degli Esposti,
 le monde
 des Silences*



1,60€

BRÈVES P8 • DA QUI È QUALLÀ P21 • AGENDA P23



HUMEUR

Ne nous voilons pas la face!

Le 11 janvier à Marseille, nouvelle tentative de meurtre à la machette contre un enseignant d'une école juive mais aussi contre l'humanité toute entière. Les médias, les réseaux sociaux, s'enflamment à nouveau et relancent le débat ouvert mais jamais réellement clôturé du port de signes ostentatoires dans l'espace public.

Le principe de la laïcité est posé par la loi. Cependant, entendre le représentant du consistoire israélite de Marseille demander à sa communauté de ne plus porter la kippa « *en attendant des temps meilleurs* » me heurte profondément parce qu'il m'est intolérable d'accepter que quelqu'un puisse avoir peur d'afficher ce à quoi il est attaché, ce à quoi il croit, si c'est un choix personnel.

Ne pas remettre en cause l'ordre public et la sécurité des citoyens ne doit pas signifier ne plus avoir d'identité propre.

Aujourd'hui porter une kippa doit-il signifier d'accepter de devenir une proie ? En attendant ces jours meilleurs, va-t-on demander aux gays de ne plus afficher librement leur homosexualité ou aux femmes de ne plus porter de jupes, de talons ? Évitions les foudres des judéophobes, islamophobes, homophobes, gynophobes... Alors au-delà de ma solidarité laïque envers cet enseignant, envers les français juifs à nouveau touchés, je revendique mon identité. Je revendique le droit de porter une jupe et des talons sans avoir peur d'être agressée, le droit à toute personne d'être ce qu'elle est et je fais mienne avec la plus grande humilité possible, la conclusion d'Emile Zola dans sa lettre ouverte l'accuse, « *ma protestation enflammée n'est que le cri de mon âme* ». ■

dominique.pietri@yahoo.fr

À MODU NOSTRU



Da Roland FRIAS

E rumenzule fora?

Ind'u cuntestu di crisa chè nò cunniscimu oghje, concurnendu u trattamentu di e rumenzule, parechji frà noi ne sò à schjattà un piombu. Si piglia subito a misura di a situazione stendu à sente, ogni matina, u famosu «Forum» di RCFM chì ghjè sempre un bonissimu barometru d'upinione. Nantu à e rete suciale dinù, si sparte u so parè è a so scuntentezza ! Tandù, simu numerosi à dumandà ci cum'elli facenu l'astri paesi per fà fronte à stu capatoghju ambientale tamantu è si vede chì certi sò veri tercani di u scumpartimentu è di u riciculu. U Reame di Suede ne face parte! À un puntu tale chì i so problemu sò astri chè di sapè cum'è sbarazzassi di u so mullizzu. À ellu ciò chì li primureghja ghjè piuttostu d'un mancà di rumenzule per sfruttà i so centri d'incenerimentu chì appruvisteghjanu quasi 250 000 famiglie in elettricità è 950 000 alloghji in riscaldamentu centralizzatu.

Hè dunque ubligatu d'impurtà 2 milioni di tunnellate à l'annu, venendu per a maiò parte di a Novergia vicina, ma dinù di a Gran'Bretagna, di a Finlandia, di u Danimarca o di l'Irlanda. Sti pochi anni, si sò sviluppati l'inceneratori in Suede. Ghjè perquessa ch'elli sò calati i prezzi dumandati è ch'è cullettività novergese avendu bughjetti di più in più stretti devenu fighjà aldilà di e so frontiere per spachjà u so mullizzu, certe volte sinu à dà corpu à imbroglii dissensati. A municipalità di Voss, nantu à a costa occidentale di a Novergia, manda cusì e so rumenzule à 800 chilometri più luntanu, à Jönköping (centru di a Suede), allora ch'ellu ci hè trà ella è Bergen solu qualchi decina di chilometri.

Iè, si tratta d'un mercatu particulare induve l'espurtadori (municipalità è industriali) paganu l'impurtadori (sucetà d'incenerimentu) da ch'elli brusgessinu i so «produtti», sapendu bè ch'è u trasportu di u mullizzu d'un paese à l'astu hè rettu da a lege di l'offerta è di a dumanda.

Malgradu st'esempi, ci hè quantunque in Eurupa più di 100 milioni di tunnellate di mullizzu ch'è si ritrovanu tutti l'anni ind'i rumenzulaghji allora ch'elle pudarianu esse valorizate.

Secondu Helge Ziolkowski, un rispunsevule di l'Agenza svedese per a prutezzione di l'ambiente, si spula assai rumenzule nantu à u Vechju Cuntinente. S'ella li batte, puderiamu mandà li e nostre, ne ? ■

CARTÉSIEENNE, MARIANNE?



KENTPA

Vous vivez en Balagne,
en Centre-Corse,
dans le Cap,
la région de Bonifacio
ou le Sartenais,
vous avez une bonne
connaissance de la vie publique,
culturelle, associative
et sportive
dans votre bassin de vie?
Vous souhaitez mettre en lumière
les initiatives
qui y voient le jour?
Vous aimez écrire et/ou
prendre des photos?
L'ICN recherche
des correspondants locaux.

Écrivez-nous :

journal@corse-information.info

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE

© est édité par CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista,
12, Quai des Martyrs de la Libération,
20200 Bastia

Tél. 04 95 32 89 95 & 04 95 32 89 90

Directeur de la publication - Rédacteur en chef
Paul Aurelli (04 95 32 89 95)

email : journal@corse-information.info

Conseillers : Roland Frias [Cultura è lingua corsa],
Christian Gambotti [Diaspora et Corses de l'extérieur]

BUREAU DE BASTIA - RÉDACTION

1, Rue Miot [2^e étage], 20200 BASTIA
Tél. 04 95 32 04 40

Annonces légales - Tél. 04 95 32 89 92

BUREAU D'AJACCIO - RÉDACTION

21, Cours Napoléon, 20000 AJACCIO

Tél. 09 67 48 71 56 - 04 95 32 89 95

Annonces légales - Fax 09 70 60 12 93

Avec la collaboration de:

1^{er} secrétaire de rédaction [Bastia] Pascal Muzzarelli

Secrétaire de rédaction [Ajaccio] Eric Patris

Amandine Alexandre, Battì, Frédéric Bertocchini,

Roland Frias, Jacques Fusina, Marie Gambini,

Christian Gambotti, Claire Giudici, Kampà,

Jean-Toussaint Leca, Toussaint Lenzianni,

Michel Maestracci, Ghjacumu Andria Mela,

Elisabeth Milleliri, Jacques Paoli, Manon Perelli,

Dominique Pietri, David Raynal,

partenariat avec [Alta Frequenza](#)

Comité de surveillance:

Philippe Giammari, président,

Jérôme Fabro-Aurelli, vice-président.

IMPRIMERIE AZ Diffusion 20600 Bastia

Dépôt légal Bastia CPPAP 0319 | 88773 - ISSN 2114 009

Fondateur Louis Rioni

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

Déjà dans le vif du sujet



Photo AF

Gilles Simeoni n'y va pas avec le dos de la cuillère : «la situation est pire que ce nous craignons!» Il va falloir faire vite pour redresser la CTC. Pour cela, il entend s'appuyer sur cinq points essentiels, socle de la première mandature nationaliste.

Avez-vous prévu des audits ?

Nous devons réaliser un état des lieux budgétaire et financier exhaustif, tant au niveau de la CTC qu'au niveau des offices et agences. Je veux que les élus de l'assemblée de Corse, et au-delà tous les Corses, sachent exactement dans quel état se trouve l'institution lorsque nous entrons en situation de responsabilité. Ainsi, ils pourront comparer la situation entre le moment où nous arrivons, et celui où nous aurons les uns et les autres à nous représenter devant le suffrage universel. Il y aura donc des audits. Leurs résultats seront communiqués le plus tôt possible.

Quels sont les autres points majeurs de votre mandature ?

Le deuxième point concerne la gestion des ressources humaines. Respecter l'ensemble des personnels, les valoriser et les associer le plus largement possible aux projets est un chantier prioritaire. J'ai d'ailleurs rencontré l'ensemble des organisations syndicales. Nous avons défini un calendrier et une méthode de travail. Le troisième point est l'implication souhaitée de l'opposition, et ce de la façon la plus large, la plus transparente et la plus démocratique possible. Nous allons donc discuter avec l'opposition afin qu'elle puisse faire valoir ses options et les défendre de la façon la plus efficace possible. Nous devons aussi préparer la collectivité territoriale unique : je vais créer une mission de préfiguration, rattachée à l'exécutif, qui réunira des fonctionnaires chargés d'aborder les points essentiels, c'est-à-dire le patrimoine, les

ressources humaines, la finance et la fiscalité. Enfin, nous devons nous attacher à instaurer un dialogue avec l'État. Nous avons déjà bien entendu rencontré les deux préfets de Corse et parlé des contrats en cours comme le Contrat de Plan avec l'État, le fond européen ou la troisième tranche du PEI. Nous avons évidemment rendez-vous avec Mme Lebranchu, le 16 février. Mais ce dialogue avec l'État ne peut se limiter à des considérations techniques ou juridiques. Il doit y avoir une dimension fondamentalement politique. C'est en ce sens qu'il était nécessaire de rencontrer le Premier ministre.

Hormis l'aspect financier, la CTC ne va pas si mal que cela ?

Le constat est hélas beaucoup plus sévère. La collectivité territoriale de Corse est le lieu sacré de l'expression démocratique de la Corse et du peuple corse. Elle est aussi l'institution garante des intérêts matériels et moraux de ce peuple. Elle doit donc avoir tous les moyens et compétences pour remplir efficacement ses missions prérogatives. Aujourd'hui, nous trouvons une CTC exsangue au plan financier, tant en ce qui concerne la maison-mère que les agences et offices et un personnel qui, trop souvent malmené, est en souffrance. Il faut définir avec lui de nouvelles modalités de travail. Nous avons donc un chantier interne immense. Nous comptons le mener à bien en suivant les principes qui sont les nôtres et sont d'ailleurs à la base du serment que nous avons prêté devant les Corses. C'est-à-dire la transparence, l'équité, le respect de l'intérêt général et la démocratie. ■ AF

RENCONTRE AVEC MANUEL VALLS

Désaccord... et groupes de travail

Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni ont été reçus le 18 janvier à Matignon par Manuel Valls. L'occasion pour eux d'acter, officiellement, les désaccords avec le gouvernement. «Le Premier ministre nous a fait part de son attitude de fermeté par rapport aux revendications que nous portons. Nous avons réaffirmé, en ce qui nous concerne, le bien-fondé de celles-ci» a indiqué Gilles Simeoni. Pour autant, il a été convenu de constituer trois groupes de travail associant représentants de la Corse et représentants de l'Etat. Le premier consacré à la question de la langue corse, le deuxième à la question foncière et à la lutte contre la spéculation et le troisième aux institutions de la Corse. Ils se réuniront régulièrement jusqu'en juin. «Il s'agira alors pour nous, a ajouté Gilles Simeoni, de démontrer la pertinence de nos arguments et la nécessité d'aller vers une révision constitutionnelle pour permettre les mesures qui nous semblent indispensables [...] Chacun campe pour l'heure sur ses positions mais le propre d'un processus de dialogue est de permettre à chacun d'écouter l'autre.»

LUCIEN FELLI

Pouvoirs, espoirs et dangers...

Photo DR

Avocat nationaliste, défenseur d'Edmond Simeoni lors du procès d'Aleria, M^e Lucien Felli a été engagé dans la vie publique, politique mais aussi sportive avec la Squadra Corsa. Il a été également conseiller territorial autonomiste en 1982 à la création de la première Assemblée de Corse. Observateur averti de la vie insulaire, il nous livre son sentiment sur l'actualité politique récente.

L'accession des nationalistes à la tête de la CTC était-elle attendue selon vous ?

Elle a peut-être surpris certains. Pour ma part, je ne l'ai pas été. Contrairement à la formule de Simon Bolivar, nous n'avons pas labouré la mer*. En effet, on a pu constater une maturation certaine de la prise de conscience des idées nationalistes en Corse. Cette prise de conscience s'était déjà traduite par les votes intervenus dans le cadre de la précédente mandature qui ont incontestablement permis de décomplexer l'électorat corse dans son rapport aux idées nationalistes. L'accession de ces idées a été portée également par un mouvement progressiste du même type, notamment en Catalogne et en Écosse pour ne parler que des plus représentatifs. En Corse comme ailleurs, ce discours a été véhiculé de façon massive auprès des jeunes via les réseaux sociaux, ce qui a été certainement déterminant. Cette émergence survient après 50 ans de renaissance de la conscience identitaire corse, 35 ans après la création de l'Assemblée de Corse et notre élection en tant qu'auto-nomistes en 1982, et 36 ans après l'ouverture de l'Université de Corse.

Comment analysez-vous la défaite de la gauche et de la droite ?

Elle traduit une usure évidente des débats politiques traditionnels et démontre un besoin évident de modernisation de la politique par rapport à certains archaïsmes de gauche comme de droite. Elle sanctionne aussi très nettement les éternelles divisions politiques d'un côté comme de l'autre. A contrario, cette défaite salue magistralement l'unité réalisée au sein de la famille nationaliste. Era ora... On assiste à un bouleversement générationnel qui ne se satisfait pas des débats classiques et qui s'incarne en une distanciation par rapport aux offres des partis politiques hexagonaux, au profit d'une référence à la Corse, à son avenir et à son identité. Ceci exprime donc la diffusion profonde, ces dernières années, dans l'espace politique, économique, social, culturel, sportif de la corsitude et de ses symboles.

Comment jugez-vous la réaction des responsables institutionnels français et des hommes politiques en général ?

La classe politique nationale «parisienne» semble tétanisée par le dossier corse et ceci depuis plusieurs décennies. On ne peut plus ignorer que l'histoire s'est mise en marche dans le sens de la décentralisation, du particularisme et de la spécificité. Cette évolution se heurte au dogme du «centralisme étatique», du jacobinisme glacé de l'État-Nation, qui s'affirme «un et indivisible»... Les responsables institutionnels français ne peuvent ignorer que le dossier corse a été «mal traité», lors des événements terriblement emblématiques d'Aléria, de Bastelica-Fesch, des paillotes et de tant d'autres. À l'occasion des dernières élections territoriales, le discours centralisateur du pouvoir s'est incontestablement durci. Néanmoins, il existe de profondes divisions face à la question corse au sein de l'État. Il ne faut en effet pas oublier les politiques qui avaient voté à l'Assemblée Nationale et au Sénat les textes qui entérinaient l'existence du peuple corse, même si cette avancée législative avait été bloquée par le Conseil Constitutionnel. Le Conseil Constitutionnel nous invoque régulièrement le principe de l'égalité des citoyens français, contrairement aux autres états concernés par l'insularité. Laquelle, en soi, constitue une inégalité naturelle qu'il conviendrait de prendre en compte selon la formule de Montesquieu : «*les Lois sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses*».

Pensez-vous qu'il sera possible de mener à bien la création d'une collectivité unique ?

En ce qui concerne la collectivité unique, elle découle pour moi de l'unicité de notre terre, de notre histoire. Sa création doit être le résultat de notre volonté bien au-delà des divisions d'administration.

Quels sont les écueils qui attendent les nationalistes ?

Bien entendu, la difficulté du dialogue avec l'Etat et de ses contradictions au sein du gouvernement. D'autre part, la Corse est aujourd'hui particulièrement confrontée à des dossiers clivants comme les transports, les déchets, l'immigration... et il y en aura certainement d'autres. La volonté de consensus y répondra. Cette élection a soulevé de grands espoirs en matière d'exemplarité démocratique, imposant ainsi aux dirigeants la démocratisation de la vie publique, la transparence et une rupture claire avec des logiques d'assistance, de dépendance et d'électorisme... Cette mandature est confrontée à une échéance brève -fin 2017- pour traduire la mutation engagée. Enfin, il faudra maintenir l'unité dans la diversité dans les rangs nationalistes, faire face aux manœuvres visant à semer la division et aux conflits de personnes.

Comment expliquer l'incompréhension et les crispations autour de cette alternance ?

Cette alternance s'est imposée en puissance, grâce à des hommes et des femmes jeunes, connaissant les dossiers corses, ce qui apparaissait jusqu'alors comme un domaine réservé à la classe politique traditionnelle qui, elle, se tournait régulièrement vers Paris comme seule étoile polaire.

La première crise traversée par la nouvelle gouvernance corse a été celle des Jardins de l'Empereur, quel regard portez-vous sur ce sujet ?

Il s'agit d'un évènement surprenant : Jardins de l'Empereur, la nuit de Noël, quelques jours après les élections portant au pouvoir à la CTC une gouvernance nationaliste...

Encore plus particulier est le traitement médiatique orienté d'une certaine presse qui s'est empressée de lier le nationalisme corse et un certain «racisme». On retrouve là une vieille manœuvre à laquelle les dirigeants nationalistes ont apporté une réponse ferme et un démenti cinglant. Les Corses, est-il nécessaire de le cacher, ne se sentant pas toujours bien aimés, souffrent d'un racisme anticorse et dès lors peuvent parler de racisme. Alors que, peuple insulaire au cœur de la Méditerranée, les choses s'y passent beaucoup mieux qu'ailleurs et partout dans le monde où les Corses ont vécu, elles se passent très bien... Les Corses souhaitent qu'ils en soit ainsi pour l'avenir de leur pays.

La ligne de fracture entre «nationalisme français», «extrême droite» et «nationalisme corse progressiste» est-elle désormais suffisamment claire ?

La différence est fondamentale. Le nationalisme corse n'a rien à voir avec un nationalisme conquérant, agressif, basé sur une histoire remontant à Hugues Capet. Le nationalisme corse, relancé depuis près d'un demi-siècle avec des périodes d'expressions différentes, exprime l'instinct de survie collectif d'une réalité sociologique, culturelle, sur une terre insulaire, avec sa langue, marquée par son histoire et sa souveraineté politique dans l'existence d'une vieille nation reconnue comme telle. Le nationalisme corse traduit une légitime défense face à un Etat qui le nie. Il exprime la volonté d'être reconnu et respecté pour ce qu'il est, pour assurer sa survie historique en assumant pacifiquement son évolution contemporaine dans la géopolitique moderne. ■

Propos recueillis par Marie Gambini

*allusion à cette phrase d'El Libertador sur la fin de sa vie : «*celui qui sert une révolution laboure la mer (...) J'ai labouré la mer et semé dans le sable...*».

« Le nationalisme corse traduit une légitime défense face à un État qui le nie »



SOCIÉTÉ

Un « thé de la fraternité » pour panser les plaies

Les 9 et 10 janvier, des journées portes ouvertes étaient organisées dans tous les lieux de culte musulmans de France. À cette occasion, les fidèles de la salle de prières du Triana, vandalisée fin décembre suite aux événements du quartier des Jardins de l'Empereur, ont invité la population à partager quelques instants avec eux afin de tourner la page des jours de colère.

« Soyez les bienvenus ». À la porte de la salle de prières du Triana à Ajaccio, une simple inscription au feutre bleu sur un tableau blanc. Mise sous le feu des médias fin décembre, la petite salle du quartier St Jean a tenu à participer aux journées portes ouvertes des lieux de culte musulmans, organisées les 9 et 10 janvier partout en France. Pour mieux panser les plaies des jours de colère.

Une cinquantaine de personnes sont venues y partager un moment, autour de pâtisseries traditionnelles minutieusement confectionnées et d'un thé de la fraternité. « C'est une opération d'ouverture et de transparence en direction de toutes les composantes de la société, afin de leur faire découvrir l'Islam, qui est une religion de paix et d'amour de son prochain », explique Mounim El Khalfioui, responsable de la salle de prière. « C'est une belle occasion pour dialoguer, et échanger sur nos points de vue avec les gens » rajoute Sabri, jeune fidèle de la salle.

Vitres brisées, climatiseurs au sol, étagères cassées et rideau de fer démonté, la petite salle porte toujours les stigmates de l'attaque. Mais si les dégâts commencent peu à peu à être réparés, les blessures morales, elles, restent bel et bien à vif. Il y a encore quelques semaines, les membres de cette petite communauté -une vingtaine de fidèles quotidiens- étaient loin de penser pouvoir être agressés. « On est restés sous le choc. On a toujours été bien avec tout le monde », assure Mounim El Khalfioui, citant pour preuve le fait que la porte de la salle restait ouverte tous les soirs depuis 10 ans sans que « personne n'ait jamais rien touché, rien cassé ». Une porte fermée à la hâte par Sabri et plusieurs autres fidèles devant la montée de la tension, le 25 décembre. Sans que cela soit bien efficace.

« Je ne m'attendais pas à ce qu'on attaque la salle de prières parce qu'elle n'a aucun lien avec ce qui s'est passé à l'encontre des pompiers et des policiers. Ce sont des jeunes désorientés qui ne fréquentent jamais les lieux de culte qui ont fait ça », souffle le jeune homme. « Nous sommes des gens tranquilles qui faisons notre prière discrètement. On était les premiers à condamner ces faits de délinquance

de la veille, à dire que c'était inacceptable, mais on condamne aussi le lien qu'ont fait ceux qui sont venus casser cette salle », s'offusque quant à lui le responsable du lieu de culte. Il déplore aussi les pleins phares de l'actualité braqués sur sa salle pendant de longs jours. « Peut être qu'il n'y avait pas d'autre événement au même moment », plaisante-t-il, disant avoir été surpris du nombre de journalistes continentaux qui avaient fait le déplacement. « Ça nous a dérangés », lâche-t-il en expliquant que certains ont parfois essayé de leur tirer les vers du nez afin d'avoir un témoignage sur le racisme en Corse. « On s'est demandé si les médias ne cherchaient pas à creuser un fossé entre les communautés », confie-t-il. À ce titre, à plusieurs reprises, Mounim El Khalfioui a dénoncé les dires exagérés des médias nationaux donnant à penser que la Corse était une région plus raciste que les autres. « Le racisme y existe comme partout, on ne peut pas changer la nature humaine, mais pas plus qu'ailleurs ».

Sabri, lui, se veut pragmatique : « À Ajaccio il y a 66 000 habitants. Il y a eu 600 manifestants. Et seuls une trentaine d'entre eux a saccagé le lieu de prière. C'est une petite minorité, je pense qu'ils ont voulu profiter de l'opportunité pour extérioriser la haine et le racisme qu'ils avaient en eux. Mais beaucoup de gens présents à la manifestation n'étaient pas d'accord pour aller saccager la salle. Leur but était de faire peur à ceux qui ont agressé les pompiers, pas de casser », argue-t-il.

Effet collatéral de ces jours de colère, si du côté des fidèles de la salle on assure ne pas avoir plus peur qu'avant, on concède que certains membres de la communauté musulmane ajaccienne ont évoqué leur volonté de quitter la Corse. « C'est la première fois qu'on entend des slogans racistes comme ça dans la rue. Il y a un sentiment d'exclusion, de rejet. Certains ont des inquiétudes, ils ont peur que ça dégénère encore, surtout ils ont peur pour leurs enfants », témoigne Mounim El Khalfioui avant de conclure : « Ils veulent juste vivre en sécurité, en paix ». ■ Manon Perelli

ASSEMBLÉE TERRITORIALE

L'opposition prête à apporter sa pierre à l'édifice



Lors de la première séance de la nouvelle Assemblée de Corse, le 12 janvier, avant de passer aux différents points du jour, le président de l'assemblée Jean-Guy Talamoni a présenté ses vœux et souhaité la bienvenue aux nouveaux venus au sein de l'hémicycle.

Même son de cloche dès lors que le président de l'Exécutif, Gilles Simeoni, a pris la parole. Ce dernier a clairement exposé son intention d'impliquer l'opposition dans la gestion de l'institution. Mais le message a-t-il été reçu par l'ensemble des conseillers territoriaux ?

Si Dominique Bucchini a salué la bonne ambiance générale régnant au sein de l'institution politique, le chef de file du Front de Gauche n'en demeure pas moins prudent sur la suite des événements. Les élus de gauche ont «pris acte de la communication de Gilles Simeoni», mais «nous allons maintenant devoir sauter l'obstacle entre ce qui est de la communication et la réalité des faits qui va s'imposer». Pour Dominique Bucchini, les choix financiers à venir vont déterminer les positions des uns et des autres. «C'est à ce moment-là que l'on appréciera ou non ce qu'est la nouvelle politique que l'on veut maintenant engager» a-t-il dit. En ce qui concerne la main tendue des élus nationalistes, Dominique Bucchini s'interroge : «Avons-nous déjà vu par le passé un président de l'institution dire le contraire ? Je ne vais pas dire que c'est une démarche politicienne, mais c'est de bonne guerre et c'est vieux comme le monde. On dit toujours ça». Dominique Bucchini considère ainsi que c'est la réalité du terrain qui s'imposera au fur et à mesure. «Il faut que tous les avis soient entendus et nous ferons en sorte que ce soit le cas pour nous». À droite, José Rossi a bien entendu affirmé lui aussi - et au nom de son groupe - vouloir apporter une «contribution dans les dossiers importants, comme celui des ordures ou des transports par exemple». José Rossi s'est dit «favorable» à la proposition de Gilles Simeoni d'impliquer l'opposition dans la gestion de l'assemblée. «Nous n'allons pas adopter une attitude d'opposants agressifs, mais plutôt d'opposants proposant» a-t-il dit, au sortir de la première session. «Nous allons donc proposer des choses, et nous essayerons de faire cheminer ce qui est bon» a expliqué José Rossi. À titre personnel et en tant que président de groupe, l'ancien ministre a également annoncé son vœu de participer «à toutes les actions constructives dans les relations avec le gouvernement», rappelant au passage que sur les «histoires statutaires», ce dernier est «un expert», ayant été par le passé rapporteur des deux derniers statuts de la Corse. «J'apporterai ma vision des choses, puis il appartiendra à l'exécutif de négocier et de conclure» a expliqué José Rossi, rappelant de ce fait qu'il sera «très présent dans le débat institutionnel», même si selon lui, il serait temps de parler un peu plus de croissance économique et d'emploi. «Ce sont des mots que je n'ai pas beaucoup entendu jusqu'à présent. Il ne faudrait pas que l'on refasse, avec cette nouvelle mandature, ce que nous avons déjà connu avec la mandature de Paul Giacobbi et ce que l'on connaît au plan national» a martelé José Rossi, bien décidé à jouer son rôle «d'opposant proposant»... à plein temps. ■

Frédéric Bertocchini

IN FURIA IN FURIA IN FURIA

Hallali et marchés. Suite aux perquisitions menées, lors de ces dernières semaines, au siège de la Collectivité territoriale de Corse (CTC) et dans les locaux de son service des infrastructures routières, le Parquet de Bastia a ouvert une enquête préliminaire pour «entente prohibée» et «favoritisme» relative à deux marchés passés par la CTC pour la réalisation de deux ronds-points au sud de l'agglomération bastiaise. Les magistrats s'intéressent aux conditions dans lesquelles les entreprises ont soumissionné à ces marchés.

Élection. Le 19 janvier à Corte, Antoine Orsini, hydrobiologiste a été élu à la présidence du tout nouveau conseil scientifique du Parc naturel régional de la Corse (PNRC). Il était le seul candidat.

Adoption. Le Conseil départemental de la Haute-Corse a adopté le 19 janvier son budget primitif pour 2016. En hausse de 7,59 M€ par rapport à 2015, il s'élève à 236 M€. Il se caractérise par une baisse des recettes de fonctionnement (210,5 M€ contre 210,8 en 2015) et une hausse des recettes d'investissement : 25,59 M€ contre 17,65 M€ pour le budget primitif de 2015.

Feux. Plusieurs départs de feux en Haute-Corse, le 16 janvier à Lucciana et le 17 janvier à Borgo, Volpajola, Barchetta, et Campitello. Des écobuages mal contrôlés seraient à leur origine.

From Corti to London. Clémence Goepfert, Marina Ceccarelli, Axelle Coillard, Angelina Gaspari et Johanna Carlotti, étudiantes du DUT «Techniques de commercialisation» de l'Université de Corse participeront au salon «The France Show» à Londres, du 29 au 31 janvier. Ce salon, qui constitue le plus grand événement consacré à la France au Royaume Uni, propose au grand public de découvrir les produits, les vins et la culture des différentes régions françaises. Près de 16 000 visiteurs sont attendus lors de cette manifestation où plus de 130 stands sont proposés. Dans le cadre d'un projet tuteuré, les 5 étudiantes cortenaises ont choisi de prendre part à cet événement pour y promouvoir le patrimoine gastronomique et culturel de la Corse mais aussi ses potentialités en tant que destination touristique.

Amical, mais pas vôtre! «La France est un pays ami». Le propos, tenu par le président de l'Assemblée de Corse, Jean-Guy Talamoni, le 18 janvier sur France Info a eu le don de faire pousser des cris d'orfraie à une bonne partie de la presse et de la classe politique nationales, ainsi qu'à tout ce que la blogosphère française compte de SuperDupont, ce qui fait du monde. En des termes moins recherchés, la teneur des réactions n'était pas sans rappeler l'injonction de quitter «ce ton d'égalité entre votre nation et la nation française qui est insoutenable» faite à Pascal Paoli par M. de Choiseul - dont nul n'a été vérifier s'il s'était récemment retourné dans sa tombe. Notons cela dit que le ministre de Louis XV ne voyait manifestement pas d'inconvénient à reconnaître l'existence d'une nation corse. On ne peut pas dire qu'il y ait eu du progrès, de ce point de vue.

Pub : touchez pas au grisbi !

Pas contente, Fleur Pellerin. Le 14 janvier, à l'Assemblée nationale, a été adoptée une proposition de loi écologiste supprimant la publicité dans les programmes de France Télévisions pour les enfants de moins de 12 ans, ainsi que durant les quinze minutes qui les précèdent et qui les suivent. Le texte oblige par ailleurs le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à communiquer chaque année, devant le Parlement, le compte-rendu de ses travaux sur la publicité télévisuelle dans les programmes pour enfants des chaînes publiques et privées. Alors que les bancs du PS, de la droite et du Front de gauche, tous hostiles à cette mesure, étaient désertés, les députés qui la soutenaient, écologistes en tête, étaient présents. Pour la rédactrice de la proposition, Michèle Bonneton, députée EELV de l'Isère, il s'agissait sinon d'apporter une réponse à la « surexposition aux messages publicitaires » dont la jeunesse pâtit « physiquement et psychologiquement ». Mais pour la ministre de la Culture et de la Communication, c'est un sale coup au portefeuille des chaînes de service public, dont la situation financière « est préoccupante ». Entre 2010 et 2014, les recettes publicitaires de France Télévisions ont diminué de 100 M€ « et ce dispositif se traduira par un manque de 15 à 20 M€ ». Fleur Pellerin a indiqué qu'elle continuerait à se « battre pour conforter les moyens et l'indépendance du service public de l'audiovisuel ». À défaut de défendre l'enseignement des langues minoritaires en immersion, on a les combats qu'on peut.

Tourisme : même pas peur !

Malgré les menaces et les attentats terroristes, le tourisme n'a pas faibli, loin s'en faut. Le 18 janvier, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a indiqué qu'en 2015 un nombre record de 1,18 milliard de touristes internationaux a voyagé dans le monde, soit une progression de 4,4% sur un an. Si la fréquentation a reculé de 8% en Afrique du Nord, elle a augmenté de 5% en Europe, mais aussi en Asie-Pacifique et sur le continent américain. Selon l'OMT, les résultats de 2015 ont été influencés par les taux de change, la baisse des prix du pétrole « et les crises dans de nombreux endroits de la planète ». Et pour 2016, l'organisation escompte une nouvelle progression, de l'ordre de 4%, du nombre de touristes internationaux dans le monde. Face à la menace terroriste, l'OMT, a appelé les touristes à ne pas renoncer à voyager en demandant aux États à tout mettre en œuvre pour assurer une sécurité maximale.

Haro sur Azerty

De plus en plus de mails ou de courriers officiels truffés de coquilles ou de fautes ? Cherchez pas... ce n'est pas que le niveau d'orthographe ou que la capacité de concen-

tration des scripteurs soit en baisse, c'est tout simplement la faute de ce foutu clavier Azerty avec lequel il est « presque impossible d'écrire en français correctement » assure la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF). C'est pourtant ce qu'ont fait des millions de gens depuis la mise en œuvre de ce clavier à la fin du XIXe siècle. Mais puisqu'un service interministériel si sérieux le dit... Il faut donc changer tout ça, et tout ira beaucoup mieux. Le 15 janvier, la DGLFLF a donc émis la recommandation de créer un nouveau modèle de clavier qui permettrait -les doigts dans le nez ou presque- « l'utilisation aisée » du français... mais aussi des « différentes langues présentes sur notre territoire, que ce soit des langues régionales ou des langues étrangères ». On ne peut qu'apprécier ce souci louable de favoriser l'écriture de langues régionales dont, par ailleurs, on n'encourage pas spécialement l'enseignement et la pratique comme en témoigne un récent vote à l'Assemblée nationale. L'Association française de normalisation (Afnor) sera donc chargée d'élaborer un nouveau modèle de clavier, dont le projet devrait être présenté à l'été prochain. Les fabricants ne seraient pas contraints de suivre ce modèle, qui pourrait cela dit devenir une norme exigée « dans le cadre des marchés publics de l'administration » indique la DGLFLF ajoutant que cela « aurait un effet incitatif sur la demande avec des répercussions positives sur l'offre des fabricants de claviers sur le marché français ».

C'est que ça coûte !

Fin 2016, la dette de l'assurance chômage devrait atteindre 29,4 Md€. Un niveau qui menace « la soutenabilité du régime » souligne un rapport de la Cour des comptes remis le 12 janvier à l'Unedic et rendu public le 18. C'est qu'il ya de plus en plus de chômeurs et, de surcroît de plus en plus de chômeurs indemnisés. Pire encore, le montant moyen de l'indemnisation a progressé de 7,8% en 5 ans. À quelques semaines de l'ouverture de la renégociation pour la prochaine convention d'assurance-chômage - l'actuelle arrivera à échéance le 30 juin - la Cour des comptes suggère donc d'indemniser moins et moins longtemps et, parallèlement, d'élever le taux de cotisation de l'assurance-chômage.



pôle emploi

4 000... suppressions de postes, sans licenciement, prévues sur 3 ans par EDF, selon les informations divulguées le 15 janvier par des organisations syndicales de l'entreprise. Le 10 décembre 2015, les élus du Comité central d'entreprise d'EDF avaient pour la première fois déclenché un droit d'alerte devant la situation « économique et sociale préoccupante » de l'énergéticien qui venait d'annoncer sa sortie prochaine du CAC40, en dénonçant des « manœuvres qui conduisent inéluctablement EDF dans une impasse industrielle, économique et sociale ».

1,1%... d'augmentation du PIB mondial, soit quelque 1 300 Md\$, c'est le résultat qui pourrait être obtenu, à condition de porter à 36% la part des énergies renouvelables dans le monde d'ici 2030. C'est ce qu'a indiqué le 16 janvier l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena) en appelant les pays membres à œuvrer pour concrétiser les engagements pris lors de la COP21.

25 Md€... aux conditions économiques du 31 décembre 2011, année de démarrage de l'évaluation des coûts : c'est le coût global du projet Cigéo, annoncé le 15 janvier Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie et de l'Energie. Piloté par l'Agence nationale pour la gestion des déchets nucléaires (Andra), et contesté par des écologistes et des associations locales, Cigéo, qui doit encore être validé par le Parlement, prévoit d'enfouir des déchets hautement radioactifs à 500 mètres sous terre à Bure, dans la Meuse.

2 000 €... par an, durant deux ans, attribués aux entreprises de moins de 250 salariés, pour toute embauche -en CDI ou en CDD d'une durée de plus de 6 mois- de salariés rémunérés jusqu'à 1,3 Smic. C'est l'une des mesures annoncées le 18 janvier par François Hollande afin de relancer l'emploi. Autre annonce, celle d'un plan pour la formation de 500 000 chômeurs.

14... députés contre et 13 pour : la proposition de loi sur l'enseignement des langues régionales en immersion et leur promotion dans l'espace public et audiovisuel, examinée le 14 janvier à l'Assemblée nationale, a été rejetée. Lors du débat, pourtant, les défenseurs du projet de loi porté par le député du Morbihan, Paul Molac, avaient plusieurs fois imposé leur version contre l'avis du gouvernement. Le résultat du vote est contesté. Actuellement, faisait valoir Paul Molac, 12% des Français parlent aujourd'hui, même occasionnellement, une autre langue que le français, alors qu'ils étaient 26% à le faire dans leur enfance et 75% des adultes qui, enfant, parlaient une langue régionale ne le font plus du tout.

100 M€... en 2016, c'est la somme que, le 12 janvier au Sénat, le ministre de l'Agriculture et de la Forêt, Stéphane Le Foll, a souhaité voir mobilisée pour repeupler les forêts françaises. « Il s'agit, a-t-il fait valoir, d'un enjeu de renouvellement et d'adaptation de la forêt au changement climatique ».

9 000... emplois de policiers et gendarmes créés d'ici 2017 pour lutter contre le terrorisme, a annoncé Bernard Cazeneuve le 15 janvier, ajoutant « que la police et la gendarmerie avaient perdu plus de 13 000 emplois » lors du précédent quinquennat.

FOOTBALL PRO

Les clubs corses respirent enfin



Le SC Bastia, le GFC Ajaccio, l'AC Ajaccio et le CA Bastia ont tous connu la zone de relégation cette saison. Et des passages délicats, pour ne pas dire quasiment désespérés pour certains. Mais en ce début d'année, tout le monde peut pousser gros ouf de soulagement.

Photo AF

On ne peut pas dire que cette saison soit un long fleuve tranquille dans la course au maintien. Bien au contraire ! Tour à tour, nos représentants évoluant à l'échelon professionnel se sont tous embourbés dans la zone critique des derniers de la classe. La zone fatale. L'ascenseur direct pour l'étage inférieur. Le GFC Ajaccio a été le premier, plombé par les mauvais résultats du début de saison en Ligue 1. Les Gaziers ont attendu la 11^e journée avant de goûter enfin au succès dans l'élite. Jusqu'alors, les joueurs de Thierry Laurey se morfondaient à la dernière place du classement. Le réveil des Diables Rouges, dont l'explosivité en surprend plus d'un, coïncidait avec un vrai coup de mou du SC Bastia. À la 14^e journée, le Gazélec parvenait enfin à émerger en signant une quatrième victoire consécutive. Ce succès, obtenu à Furiani aux dépens du SCB, plaçait les coéquipiers de Clément Maury sur orbite. Le GFCA quittait alors la zone de relégation tout en y expédiant - d'une petite poussette - le Sporting. Les joueurs de Ghislain Printant, s'ils n'ont pas connu l'angoisse du vide absolu, n'ont pas échappé à quelques frayeurs non plus. Relégables au soir de la 14^e journée, mais aussi de la 17^e, les Bastiais savent eux aussi qu'ils devront batailler ferme, et sans doute jusqu'au bout, pour éviter le pire en fin de saison. Ils se sont retrouvés à deux reprises dans l'ascenseur et, par deux fois, ont su réagir. À la 15^e journée, les Bleus ont su trouver les ressources pour accrocher Nantes à la Beaujoire [0-0]. Il en fut de même à la 18^e journée, toujours à l'extérieur, à Troyes [1-1]. Ces petits points grappillés sur les pelouses adverses ont toujours permis au Sporting de respirer un peu. Contrairement au Gazélec, les Bastiais n'ont donc jamais passé plus d'une journée dans la position inconfortable du «relégué». Aujourd'hui, les deux clubs ont pris quelques distances avec cette zone effrayante. Les Ajacciens possèdent une matelas de sécurité non négligeable de 5 points sur Guingamp. Les Bastiais, avec 4 points d'avance, peuvent se tranquilliser. Mais le combat est loin d'être terminé.

En Ligue 2, l'AC Ajaccio n'est pas épargné par ces sueurs froides. Les joueurs d'Olivier Pantaloni pointaient déjà à la 18^e place au terme

de la 3^e journée. À la faveur de quelques points récupérés au terme de matchs nuls épars, les acéistes réussissaient à s'extraire de la zone rouge pour quelques journées. Mais la défaite à Clermont Foot au soir de la 8^e journée [2-1] a renvoyé les Ajacciens dans le trio de queue. Les Ajacciens ont eu toutes les peines du monde à se remettre de ce second voyage en enfer. Les Ours ont même glissé jusqu'à la 19^e place la journée suivante. Une avant-dernière place que les rouges et blancs ont subi deux mois durant, jusqu'à la 17^e journée. Avant la trêve, une réaction leur a permis de combler leur retard et quitter temporairement la zone de relégation. Le coup d'arrêt à Sochaux [3-0] avant Noël les replongeait néanmoins dans la zone fatale. Mais Olivier Pantaloni et ses joueurs n'ont pas dit leur dernier mot. Avec 13 points récoltés sur les 8 derniers matches, ils ont parfaitement redressé la barre d'un navire qu'on croyait perdu. Les acéistes, qui ont compté jusqu'à 5 points de retard sur le 17^e, apprécient sans doute aujourd'hui de voir cinq équipes dans leur rétroviseur, et le premier reléguable pointer à deux points. À noter que l'ACA est la seule équipe des sept derniers de Ligue 2 à ne pas avoir changé d'entraîneur en cours de saison. Preuve que la persévérance paie.

Le CA Bastia enfin, qui n'a jamais vraiment décollé l'été dernier, n'a pas échappé aux mauvais résultats du début de saison. Rapidement placés dans la «charrette», les joueurs se sont vite embourbés dans les profondeurs du classement. Ils ont enchaîné les mauvais résultats, tant à domicile qu'à l'extérieur. La défaite à domicile devant Luçon le 6 novembre dernier signifiait la fin de la course pour le désormais ex-entraîneur Christian Bracconi. Le retour aux affaires de Stéphane Rossi, emblématique coach de l'escadron noir, provoquait le fameux «choc psychologique». Depuis, le CAB est vaincu, avec trois victoires et deux nuls. Il fallait bien un sursaut de cette ampleur.

À ce jour, les quatre clubs de l'île sont parvenus à s'extraire des bourbiers que sont ces zones rouges. La difficulté sera de maintenir la tête hors de l'eau et de ne plus replonger. ■

Frédéric Bertocchini

CRISE DES DÉCHETS

Qu'allons-nous faire de nos poubelles?

Photo Claire Guidici

2015 fut l'année de l'environnement et de la COP21. En Corse ce fut celle de la crise des déchets. En 2016, pourra-t-on espérer y trouver une solution pérenne ?

Alors qu'Agnès Simonpietri, nouvelle présidente de l'Office de l'environnement, s'est déjà dite opposée aux développements de centres de tout-enfouissement et aux incinérateurs accueillant tout en vrac, certaines communautés de communes tendent déjà vers le « zeru frazu » : retour d'expérience et projets en Casinca.

Après un long blocage, le centre d'enfouissement de Vico a rouvert ses portes. Sous conditions. Il faudra maintenant du temps [et de l'argent] pour résorber tout ce qui s'est accumulé sur les trottoirs, dans des bennes et sur les quais de transfert. Depuis juin dernier et la fermeture – prévue de longue date – du site de Tallone, cette crise n'en finit pas. Pour l'heure, la Corse est la région française qui produit le plus important volume de déchets relativement au nombre d'habitants : une moyenne de 611kg par habitant contre 590kg au plan national, selon les derniers chiffres communiqués par le Syvadec... en 2012. Arriverons-nous enfin au « zeru frazu » ?

Dans différentes microrégions, des projets existent. La communauté des communes de Casinca, par exemple, essaie de mettre cette politique en place depuis 2003 et a adhéré au Syvadec en 2007. Ses quelque 9300 habitants semblent motivés : ils ont été près de 400 à venir chercher leur composteur familial dans la salle des fêtes de Venzolasca début décembre dernier, et on a enregistré plus de 300 nouvelles demandes de cartes d'accès à la déchèterie de Folelli. Reste que pour le tri, comme ailleurs dans l'île, la performance n'est pas au rendez-vous*.

INFORMER POUR CONVAINCRE

« On entend encore trop souvent dire que triés ou non, les déchets n'ont qu'une destination, l'enfouissement. Les gens ne font plus l'effort, note son président, Antoine Poli. C'est totalement faux. Il faut informer. Les déchets convenablement triés sont d'ores et déjà valorisés. Ceux qu'on dépose dans les conteneurs verts, jaunes ou bleus sont récoltés séparément, déposés dans des structures qui les conditionnent et les expédient dans des usines de valorisation. Pour notre part, nous allons à Biguglia, chez AM Environnement. » Or, ce sont généralement ces déchets-là qui remplissent nos pou-

belles. Examinons les sacs éventrés sur les trottoirs. Les chiens qui les ont ouverts n'ont pas trouvé grand-chose à manger. Ils sont pleins d'emballages : briques, bouteilles en plastique et en verre, canettes, papiers... Un inventaire à la Prévert. Auquel on peut ajouter quelques épiluchures de fruits, un reste de pâtes, la litière du chat, et hop ! Le contenu, contaminé par ces putrescibles, n'est plus recyclable et devra être enfoui. « Pourtant poursuit Antoine Poli, c'est facile : dans les conteneurs jaunes, vous mettez vos bouteilles en plastique, vos briques alimentaires, les cartons d'emballage, les boîtes de conserve. Dans les verts, les bouteilles, les pots en verre et les bocaux. Dans les bleus, vos journaux, vos prospectus, votre vieux courrier, vos catalogues... Votre poubelle se remplira moins vite, nous enfouirons moins, nous valoriserons plus »

Alors pourquoi ne le fait-on pas ? Pour la Casinca, pas loin de 6000 tonnes de déchets ont été collectées en 2015, dont près de 4100 tonnes d'ordures ménagères, 500 tonnes triées et 1400 déposées à la déchèterie. Le tri a légèrement augmenté par rapport aux années précédentes mais ce n'est pas suffisant. « Nous sommes un peu responsables. Quand les « camions-poubelles » passent, personne ne comprend ce qu'ils emportent et où ils vont. D'où l'idée que tout a la même destination. Pourtant, certains jours, ils viennent pour le verre, d'autres pour le papier, d'autres pour les déchets ménagers. Nous avons décidé de les identifier par flocage de façon à ce qu'on sache de quelle collecte ils sont chargés. » Autre démarche en cours, la formation des trois ambassadeurs du tri qui apporteront l'information à la population et suivront les opérations engagées. « Sans cela, même les composteurs que nous avons distribués pourraient se révéler inutiles. On en a déjà vu par le passé se transformer en niche à chien. Il faudra réexpliquer ce qu'on y met et comment on démarre un compostage efficace. »

Un projet présenté très bientôt

Par sa tante, l'archéologue Geneviève Moracchini-Mazel spécialiste de l'art romain et présidente de la Fagec décédée en 2014, Agnès Simonpietri a des attaches en Casinca où vit encore une partie de sa famille. Si la collecte des déchets n'est pas de la responsabilité de l'Office de l'Environnement qu'elle préside, la mise en place d'une politique efficace lui incombe.

Elle se donne, au sein de l'Exécutif régional, six mois pour enclencher un changement radical, sans doute sur le modèle de Capannori, près de Lucca, en Italie. Elle rencontrera d'ailleurs le 23 janvier à l'OEC Rossano Ercolini, président de Zero Waste Europe qui, à l'initiative de la Fondation de Corse Umani, donnera également une conférence sur la stratégie « zéro déchet » au Musée de Bastia à 9h30 puis à l'IUT de Corte à 15h30.

« Le «tout transport» et «tout enfouissement» ont conduit à une impasse que nous avons annoncée et dont nous mesurons maintenant les effets désastreux, déclarait-elle à la tribune de l'Assemblée. Bien que la compétence stricte du traitement des déchets ne relève pas de nous, nous nous sommes emparés du dossier pour essayer de rétablir des liens là où la confiance n'existe plus, à la suite de malentendus persistants, d'incompréhensions voire d'engagements non tenus. » Avec les membres de l'exécutif régional, elle a rencontré les collectivités, les comités de suivi des centres d'enfouissement, les collectifs de riverains. Des propositions de sortie de crise ont été faites. Cependant, Agnès Simonpietri comprend l'exaspération des riverains gênés par les nuisances que génère la fermentation des déchets enfouis sans aucun tri.

« De ce fait, les conditions d'exploitation des centres d'enfouissement existants sont tout à fait dissuasives pour l'émergence de nouveaux sites. Et la tentation est grande de vouloir s'en remettre à de fausses solutions

industrielles qui sont un piège économique et financier doublé de risques sanitaires majeurs, ajoutait-elle. Les propositions que nous présentons sous quinzaine visent à mettre en œuvre un plan d'ensemble basé sur un changement des techniques de collecte permettant la collecte séparative au porte-à-porte, y compris pour les biodéchets, qu'il est fondamental de traiter en amont. Notre ambition est de fournir aux collectivités qui en ont la charge le «mode d'emploi» nécessaire, les techniques, les cofinancements, voir un partenariat logistique, et de favoriser la fiscalité incitative, selon le principe « plus on trie, moins on paie ». » Les 28 et 29 janvier prochain, elle présentera son projet assorti d'un calendrier. On sait déjà qu'elle est opposée à la solution de l'incinération qui revient pourtant sur le tapis.



Photo AF

TRI À LA SOURCE ET FISCALITÉ INCITATIVE

L'action se fera aussi en direction des professionnels, gros producteurs de « biodéchets », ces restes biodégradables que sont les produits alimentaires, les plantes, les papiers gras... Bref, tout ce qui, quand il pourrit, génère des odeurs et gêne les riverains. Cantines scolaires, restaurants, campings, commerçants et grande distribution sont particulièrement concernés. « La collecte des cartons, chez les commerçants commence à se faire de façon intéressante, mais pour les déchets putrescibles, il nous faudrait disposer d'unités de compostage. Puis mener une politique incitative, poursuit M. Poli, afin que ceux qui trient soient favorisés financièrement par rapport à ceux qui mélangent frites, huile de cuisson, bouteilles de verre... » Cette politique pourrait aussi s'appliquer aux particuliers : « Nous avons commandé une étude concernant la mise en place du tri à la source. Nous devrions recevoir ses résultats fin janvier. Ensuite, nous pourrions la tester dans une zone définie, avant de la généraliser. » Car il y aura des délais incompressibles : appels d'offres pour équipements en conteneurs individuels ou collectifs, réception et installation de ces conteneurs puis mise en place des rotations de collecte. Une opération qui ne pourra être achevée avant 4 à 5 mois et aura un coût : « Nous espérons le soutien de la CTC. Généralement, elle est notre principal financeur avec le Département et l'Etat. Nos objectifs semblent être ceux de la nouvelle présidente de l'OEC » conclut le président de la communauté de communes de Casinca. ■ Claire Giudici



Photo Claire Giudici

*25% de déchets valorisés en Corse, selon les chiffres Syvadec de 2012, un taux stable depuis 2010, alors que les objectifs nationaux du Grenelle 2015 étaient de parvenir à 35% en 2012 puis 45% en 2015.

CAFÉS RENÉ

Les petites capsules qui font fort

Jérôme Michel est tombé dans le café en 1985.

Ses fils Stéphane et Christophe sont nés dedans.

Ensemble, ils dirigent une des plus vieilles brûleries de Corse dont ils perpétuent l'histoire tout en allant de l'avant. Ils viennent de lancer en exclusivité les premières capsules de café frais compatibles avec les machines Nespresso.

Et 100% biodégradables. Fort de café, non ?



Photos DR

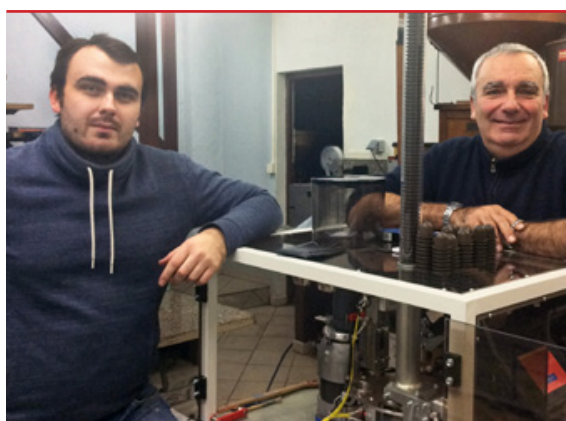
Fondée en 1930, la brûlerie des Cafés René, est née à Ajaccio dans le quartier Sainte Lucie... et y est demeurée, pour être aujourd'hui la seule brûlerie encore implantée en centre-ville. Ici, le terme de «clients historiques» n'est pas un abus de langage. Certains y viennent encore acheter leur livre de café fraîchement torréfié comme ils le faisaient déjà il y a 50 ans, d'autres accomplissent un chemin de mémoire en perpétuant les habitudes de leurs parents ou grands-parents. Une fidélité qui tient beaucoup à l'exigence de qualité de Jérôme Michel, qui en a pris la tête il y a plus de 25 ans, et de ses fils, Stéphane et Christophe. Et à leur capacité à aller de l'avant sans pour autant balayer le passé d'un revers de main désinvolte.

Positionnée sur le segment de la grande distribution au travers de la marque Santa Lucia, l'entreprise a également créé Carpe Diem, marque spécifique qui regroupe tous les produits destinés aux professionnels de l'hôtellerie-restauration auxquels elle propose également des formations, pour leur permettre de travailler au mieux les produits de la brûlerie.

En 2012, constatant une demande croissante de la clientèle des particuliers pour le café et tout ce qui touche à sa préparation, les Michel ont créé, place du Diamant à Ajaccio, une boutique dédiée aussi bien à ceux qui cherchent des «crus sortant de l'ordinaire» qu'à ceux qui, plus simplement, sont désireux de se faire le plaisir raisonnable d'un café de bonne origine. Père et fils y dispensent aussi de précieux conseils.

Début 2016, les Cafés René ont lancé un nouveau produit, destiné aux utilisateurs de machines Nespresso. «*Nous proposons déjà des capsules compatibles avec ces appareils, que l'on pouvait remplir avec nos cafés, mais de façon semi-automatique*, explique Jérôme. *Pour aller plus loin, j'ai demandé à un confrère torréfacteur particulièrement ingénieux, Georges Govertchinian, de concevoir une machine permettant un encapsulage totalement automatisé. Il a fallu 2 ans pour la mettre au point*». Et, une fois la petite merveille livrée, fin 2015, quelques semaines de réglages et de tests sans concession pour lancer officiellement la commercialisation de ces capsules entièrement biodégradables et compostables, ce qui n'est pas le cas de celles que l'on trouve dans la grande distribution. Une première dont les Cafés René ont l'exclusivité sur la région. Le but, cela dit, n'est pas d'aller concurrencer les grandes marques qui proposent des capsules compatibles Nespresso. La commercialisation se fera donc à la brûlerie et à la boutique du Diamant, les capsules pouvant être réalisées à la demande, selon les choix et les besoins du client. «*S'il faut 68 secondes pour produire 10 dosettes, nous restons sur une production artisanale et sur le principe de valoriser encore ce qui est notre point fort: des cafés de grande qualité fraîchement torréfiés et moulus, qu'il s'agisse de nos mélanges classiques ou de cafés pures origines qui sont l'expression d'un vrai terroir*». ■

Elisabeth Milleliri



Repères

La brûlerie qui emploie 5 personnes torréfie en moyenne 35 tonnes de café vert par an. Christophe gère l'aspect technico-commercial. Jérôme et Stéphane, veillent à la torréfaction -ils ont remporté, l'un en 2011, l'autre en 2010, le titre de Meilleur torréfacteur de France- et sélectionnent le café vert non en fonction des cours mais de l'évolution qualitative des diverses productions, préférant les petites plantations qui font primer l'excellence sur la quantité. L'entreprise évolue principalement sur le marché local. Le café en grains représente environ un tiers des ventes auprès des particuliers.

ET L'AVVENA ADVINT À BASTELICA



L'Avvena, fraîchement créée, a fait le choix de maintenir les marchés d'automne et d'été : lieu de rencontre et valorisation des savoir-faire locaux, un marché est bien le témoin de la bonne santé d'une commune.

Rencontre avec Sylvie Magnard, présidente de l'association, et Florent Cuccaroni-Lugrezi, vice-président.

Comment est née cette association ?

Nous avons créé l'Avvena après une demande du comité des fêtes de Bastelica, qui souhaitait qu'une association reprenne le flambeau du marché d'automne après sa deuxième édition. Notre but étant d'impliquer les jeunes de notre village, avec l'appui des Bastelicais, à reprendre, pérenniser et mettre en valeur, les artisans, les agriculteurs (pommes, châtaignes, fruits secs,...), les éleveurs et producteurs.

Deux hôtels, accueillant de nombreux touristes, été comme hiver, des entreprises installées au village... Bastelica connaît un certain dynamisme tout au long de l'année. Et des associations souhaitent y préserver du lien social, proposer au sein de la commune des activités pour les habitants.

Combien d'adhérents cette association compte-t-elle ?

Notre association n'étant créée que depuis le 2 Janvier 2016, nous avons à l'heure actuelle une cinquantaine d'adhérents. Notre bureau comprend 6 membres et 13 personnes dans le conseil d'administration. Notre souhait serait d'organiser des événements en rapport avec nos produits et nos valeurs identitaires, qui ont tendance à disparaître.

Quelles sont les actions prévues ?

Notre première action est de réunir toutes les générations autour d'une « Veghja Tradizionali » le 6 février 2016. Par la suite, nous aimerions organiser un marché de printemps, puisque nous comptons dans notre village et canton, un grand nombre de producteurs (fromage, charcuterie, miel, ...) et d'artisans (bijoux, couteaux, ...) et dans la même optique, développer le marché d'automne.

Notre but, lors de ces deux marchés, est de créer des ateliers sur l'artisanat et la gastronomie locale, en espérant faire découvrir Bastelica sous tous les angles, afin de promouvoir l'économie de notre village. ■

Propos recueillis par Marie Gambini

Jacky si n'hè andatu

Le 11 janvier, la communauté porto-vecchiaise a accompagné Jacky Valli vers sa dernière demeure. Il était âgé de 84 ans. Pour des générations de jeunes sportifs de la ville, il était le «prof» de sport découvreur de nombreux talents, le plus connu étant un certain Claude Papi, le «Divin chauve». Avec Nicole Filippi et Claude Agostini, Jacky Valli a jeté les bases de plusieurs disciplines au niveau fédéral, dont l'athlétisme. Mais au-delà, ce militant du sport aux multiples facettes est entré dans le panthéon, certes modeste, de nombreux Porto-Vecchiaïsi au travers des valeurs qu'il véhiculait et qui ont permis de construire les citoyens d'aujourd'hui. ■ HM

L'Osteria Corsu
Restaurant Corse

Déjeuner : du lundi au samedi
le dimanche sur réservation
Dîner : du mardi au samedi

22, Place Ch. Steber
91160 Longjumeau
Tél : 01 64 48 65 43

osteriacorsu.free.fr



Palais des Glaces

Café - Glacier - Brasserie
13, Bd Général de Gaulle - Tél. : 04 95 31 05 01



PHOTOGRAPHIE

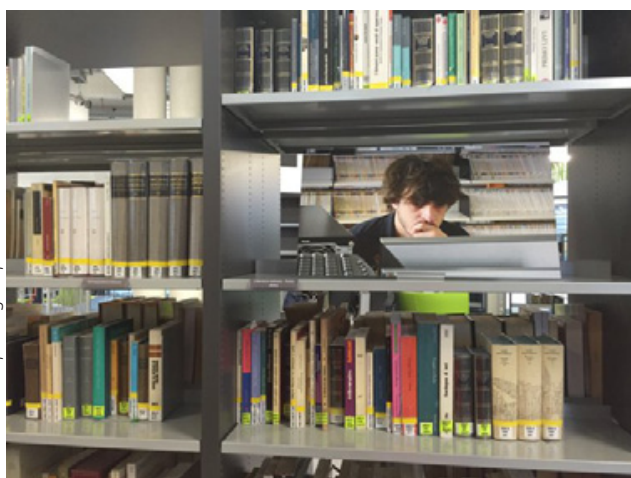
Plages de Silences à la BU

Jusqu'au 30 avril à Corte, la nouvelle bibliothèque universitaire accueille Silences, une exposition de photographies de Dominique Degli Esposti, co-organisée par la Fondation et la filière Arts de l'université, la bibliothèque universitaire, en collaboration avec le Centre méditerranéen de la photographie. Plongée, sans bruit, dans le monde des livres et dans un quotidien studieux, concentré.

En 2013, la Fondation de l'Université organisait au cinéma Alba de Corte une projection de *Brusgiature*, film réalisé dans les années 1970 par l'artiste plasticien Dominique Degli Esposti. À cette occasion, plusieurs photos prises sur le tournage ou à l'époque du film, étaient exposées à la bibliothèque universitaire (BU). Et, durant les préparatifs de cette exposition, l'artiste découvrit «*les lieux et surtout les visages des étudiants au travail*», à cent lieues de l'image d'une jeunesse corse le plus souvent montrée «*sur son mode revendicatif, avec une énergie très affirmative, contestataire, parfois brutale*». Naquit alors le désir de donner à voir, en photographiant ces étudiants, «*le processus d'apprentissage, sa solitude*» et d'ainsi montrer Corte sous son angle de «*lieu du savoir - qui est la base de tout*». L'envie est devenue projet, élaboré et concrétisé peu à peu, avec la Fondation de l'Université, la filière Arts et l'équipe de la bibliothèque universitaire.

Durant le printemps 2015, Dominique Degli Esposti a réalisé plus d'un millier de prises de vues à la BU. Bien que son travail photographique privilégie d'ordinaire une mise en scène très recherchée, il a cette fois voulu s'effacer, s'en remettre au hasard, à ses sensations, s'en tenir à saisir des instants. Si ces photographies peuvent être jugées banales au regard de l'œuvre qu'on lui connaît, c'est que précisément elles restituent au plus juste le quotidien studieux de la BU. Le beau ne réside pas nécessairement dans le spectaculaire, dans l'inouï, il est parfois à trouver dans l'ordinaire, dans des routines feutrées mais pour autant rigoureuses. Dominique Degli Esposti s'est également attaché à respecter le silence des lieux, s'efforçant de ne pas parler aux étudiants, s'imposant ainsi une discipline peut-être frustrante, mais qui a permis de maintenir la «distance» nécessaire pour préserver le caractère naturel des situations et des attitudes, et pour que ses photos soient autant de captures du silence dédié à la concentration, l'apprentissage, l'acquisition du savoir, la construction d'une réflexion et d'une conscience. conscience en construction, suspendue. Si les images mettent en exergue la solitude de ceux et celles qui étudient, la bulle qui se crée dès lors qu'on se plonge dans la lecture, elles montrent aussi comme ces entités individuelles, ces étudiants «*à la fois seuls et reliés aux autres*» forment un tout, unis dans «*le même effort de réflexion*».

Dans un premier temps, Dominique Degli Esposti avait imaginé la projection de ces photos à Corte, dans l'espace public. In fine, elles sont présentées, de façon plus classique, dans le cadre d'une exposition à la nouvelle bibliothèque universitaire, selon un circuit élaboré par Jean-Joseph Albertini, enseignant de la filière Arts qui a également réalisé la sélection des photos. Parmi les livres, une mise en abîme des silences studieux. ■ EM



Photos Dominique Degli Esposti

AJACCIO



TERRE DE CRÈTE/CORSE, ÉLOGE DE LA RURALITÉ

Jusqu'au 10 février. Espace Diamant.
Rens : 04 95 31 56 08 & espace-diamant.ajaccio.fr
Maddalena Rodriguez-Antoniotti a photographié la Crète et la Corse pour en montrer, ces lieux modelés par l'homme qui font qu'un pays est un pays.

JEAN HARIXCALDE, TACET

Jusqu'au 4 mars. A Scenina.
Rens : 09 63 21 93 99 & www.scenina.com
Photographe de studio et de reportage, Jean Harixcalde s'est glissé dans les coulisses du festival de musique Sorru in Musica. Silencieux, il a photographié la musique.

NAPOLEÓN III ET FRANCESCHINI-PIETRI

Jusqu'au 9 mai. Palais Fesch, musée des Beaux Arts.
Rens : 04 95 26 26 26 & www.musee-fesch.com
Jean-Baptiste Franceschini-Pietri fut l'homme de confiance de Napoléon III. Photographies et effets personnels retracent son intimité avec la famille impériale.

ROSSELLA BELLUSCI : PARCOURS DE LUMIÈRE

Jusqu'au 9 mai. Palais Fesch, musée des Beaux Arts.
Rens : 04 95 26 26 26 & www.musee-fesch.com
Rossella Bellusci expose ses photographies en relation directe avec un certain nombre de tableaux et sculptures issus des collections du musée.



SESSION RÉZO

Le 22 janvier, 21h. L'Aghja.
Rens : 04 95 20 41 15 & www.aghja.com

Sélectionnés pour cette session : Letizia (chanson en français et en corse), Grève Générale (chanson française), Thesuperking (électro, hip-hop, soul).

ZAMBALLARANA

Le 22 janvier, 20h. A Scenina.
Rens : 09 63 21 93 99 & www.scenina.com
Le temps d'un dîner-concert, les saltimbanques musiciens et chanteurs de Zamballarana partagent leur approche singulière des cultures du monde.

LOVE LETTERS

Le 23 janvier, 20h30. Espace Diamant.
Rens : 04 95 50 40 80 & espace-diamant.ajaccio.fr
Tout au long de leur vie, Melissa et Andy se sont aimés de loin, par correspondance, sans jamais pouvoir être ensemble. Avec Cristiana Reali et Francis Huster.



MEURSAULTS

Le 27 janvier, 20h30. Espace Diamant.
Rens : 04 95 50 40 80 & espace-diamant.ajaccio.fr
Adaptation à la scène de Meursault, contre-enquête de Kamel Daoud, qui fait écho à l'un des romans les plus lus de la littérature française, L'Étranger de Camus.



ROSA LIBERTÉ

Les 28 et 29 janvier, 21h. L'Aghja.
Rens : 04 95 20 41 15 & www.aghja.com
«Ce que j'ai sur le cœur, je l'ai sur les lèvres» disait Rosa Luxemburg. Le metteur en scène Filip Forgeau et la comédienne Soizic Gourvil font résonner sa voix.

BASTIA



INVASIONS

Jusqu'au 19 février. Centre culturel Una Volta.
Rens : 04 95 32 12 81 et www.una-volta.org
Les dessins, peintures et installations d'Agnès Accorsi abordent le thème de la féminité et les diverses facettes de la condition féminine.



LOVE LETTERS

Le 22 janvier, 20h30. Théâtre.
Rens : 04 95 50 40 80 & espace-diamant.ajaccio.fr
Le destin, la vie, les rencontres, ont rapprochés puis éloignés Melissa et Andy. Mais jamais ils n'ont cessé de s'écrire.

LE SYSTÈME

Le 26 janvier, 20h30. Théâtre municipal.
Rens : 04 95 34 98 00 & www.bastia.fr
Comment, il y a 300 ans, l'Écossais John Law inventa la monnaie-papier, les actions, l'économie moderne... et la crise financière ! Une pièce d'Antoine Rault.



THE CORSICA SOUND

Le 28 janvier, 20h30. L'Alb'Oru.
Rens : 04 95 47 47 00 & www.bastia.fr
Ce collectif à géométrie variable propose une vision alternative de la création musicale corse, du traditionnel au pop-rock en passant par la folk et l'électro.

FELICITY LOTT

Le 29 janvier, 20h30. Théâtre municipal.
Rens : 04 95 34 98 00 & www.bastia.fr
Accompagnée au piano par Masakatsu Nakano, la soprano britannique interprète des œuvres de Fauré, Debussy, Rossini, Offenbach et Reynaldo Hann.



BIGUGLIA

ON NE SE MENTIRA JAMAIS
Le 22 janvier, 20h30. Espace culturel.
Rens : 04 95 34 86 95 & www.espaceculturelbiguglia.com
Mariés depuis 25 ans, Serge et Marianne sont heureux. Un accrochage automobile bénin va modifier le cours de leur existence. Avec Fanny Cottençon et Jean-Luc Moreau.

CORTE



NOMADISME

Jusqu'au 16 mars. FRAC Corse.
Rens : 04 20 03 95 33
Francesco Gennari, Juan López et Tatiana Wolska envahissent les espaces du Frac, liant extérieur et intérieur par des projets spécialement conçus pour cette exposition.

ÎLE(S)

Jusqu'au 3 avril. Musée de la Corse, Corte.
Rens : 04 95 45 25 45 & www.musee-corse.com
Une mise en regard des exemples d'îles, grandes et petites, lointaines ou proches, pour questionner les ressemblances comme les singularités de ces espaces insulaires.

U CARNAVALI DI I CORI PERSI

Le 27 janvier, 20h30. Centre culturel universitaire. Rens : 04 95 45 00 78
Un auteur convoque sa propre mort à travers les personnages de son œuvre qui viennent lui régler son compte. Une pièce de Marc Biancarelli.

PORTO-VECCHIO



DES COURTS EN HIVER

Du 28 au 30 janvier. Centre culturel communal.
Rens : 04 95 72 18 18
Un festival qui célèbre les noces du cinéma et de la poésie, avec des projections de courts-métrages, des lectures publiques, des lectures-concerts.

PROPRIANO



ON NE SE MENTIRA JAMAIS

Le 23 janvier, 21h. Théâtre.
Rens : 04 95 76 70 00 & theatredepropriano.com
La suspicion est un poison lent, subtil, aux effets dévastateurs. Après 25 ans de mariage, on croit bien connaître l'autre. Parfois, on a tort. Une pièce d'Éric Assous.

PRUNELLI-DI-FIUMORBU



U VIAGHJU

Le 24 janvier, 17h30. Salle Cardiccia.
Rens : 04 95 56 26 67 & www.centreculturelanima.fr
Que ce soit le pilote ou l'avion, quelles descentes ! L'hôtesse gère la situation de son mieux pour éviter la panique. Un one woman show de et avec Patrizia Gattaceca.

AZEZA

Le 24 janvier, 20h30. Le 24 janvier, 17h30. Salle Cardiccia.
Rens : 04 95 56 26 67 & www.centreculturelanima.fr
Plus de 20 ans de théâtre... et autant de galère(s) ! Que Marianna Nativi, seule en scène, narre, entre éclats de voix et éclats de rire.

ENFANTILLAGES

Le 30 janvier, 20h30. Salle Cardiccia.
Rens : 04 95 56 26 67 & www.centreculturelanima.fr
L'enfance, le monde des adultes, la sexualité, l'injustice, la mort... D'après l'ouvrage éponyme de Raymond Coussé, le monologue d'un (grand) gamin.





a filetto

en concert

PRÉSENTATION
DU NOUVEL ALBUM
CASTELLI



Dimanche 7 février
PARIS / L'Alhambra
Festival Au Fil des Voix
17h00

Infos :
www.aufildesvoix.com

Castelli